



AFFICHÉ
17 MARS 2025
MAIRIE DE CARROS

ARRÊTÉ MUNICIPAL
 N° 25-ST-038

Portant dérogation de tonnage temporaire
 sur des voies communales pour accès RM
 2209 à Carros-route du pont Charles Albert

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARROS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1 à L2213-5,
 Vu l'article 25 du titre de la loi du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions,
 Vu le Code de la route et notamment les articles R26 - R26.1 - R27 - R44 et R45
 Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application,
 Vu la demande présentée en date du 12/03/2025 par laquelle l'entreprise BETON VICAT 79 Bd Jean Luciano 062000 Nice, tél : 0492292014 / 0669920613, mail : virginie.laplane@vicat.fr, sollicite la dérogation de tonnage afin d'accéder sur le chantier sis 1308 route du pont Charles Albert, par la RM 2209 à Carros, pour la livraison d'une chape liquide pour rénovation sol intérieur, avec les véhicules immatriculés ED355BV - ER386XH - ER598XH - EG935BK,
 Vu l'avis favorable de la métropole NCA reçu le 12/03/2025, au titre de sa compétence voirie,

Considérant que pour la continuité du service d'accès sur la voie publique,
 Considérant que pour permettre la livraison d'une chape liquide sur le chantier sis 1308 route du pont Charles Albert, il y a lieu d'accorder une dérogation temporaire de tonnage à l'arrêté de limitation de tonnage sur les voies communales.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Du 18 au 23 mars 2025, les véhicules de l'entreprise BETON VICAT immatriculés ED355BV - ER386XH - ER598XH - EG935BK, sont autorisés à emprunter la RM 2209 à Carros afin d'accéder sur le chantier sis 1308 route du pont Charles Albert, avec un poids n'excédant pas 19 tonnes

ARTICLE 2 - Pour toutes détériorations à la suite des passages des véhicules, l'entreprise BETON VICAT, s'engage à supporter les frais de remise en état des chaussées et des dépendances des voies communales.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant les juridictions administratives dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication.

ARTICLE 4 - Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de CARROS, le Capitaine des sapeurs-pompiers de Carros, Monsieur le chef de service de la police municipale de Carros, Madame la Directrice générale des services, le service de la Métropole, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Carros, le 13 mars 2025

Le Maire
 Conseiller Départemental des Alpes Maritimes
 Conseiller Métropolitain Nice Côte-d'Azur

Yanick BERNARD

